



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 13 octobre 2025

Gouvernement Lecornu II : 29 organisations dénoncent l'absence d'un ministère de l'enfance

Alors que le Premier ministre vient d'annoncer la composition de son nouveau gouvernement, 29 organisations et collectifs réunis au sein de la *Dynamique pour les Droits des Enfants* expriment leur profonde inquiétude : une nouvelle fois, aucun ministère de plein exercice dédié à l'Enfance n'a été nommé.

Pourtant, la France a besoin d'un ministre capable de porter une stratégie globale en faveur de l'enfance. Les enfants représentent un cinquième de la population, et leur situation ne cesse de se dégrader. Il est urgent d'agir, tant sur le territoire national que dans le cadre de l'action internationale de la France.

Malgré [l'appel lancé par nos 29 organisations](#) au moment de la première nomination du Premier ministre, aucune réponse n'a été apportée. Aucun ministère, ni même ministère délégué, n'a été chargé de ces enjeux pourtant cruciaux. [Si la création d'un haut-commissariat à l'Enfance](#) avait été saluée, force est de constater que les politiques liées à l'enfance restent éclatées entre plusieurs ministères. Cette approche fragmentée nuit à l'efficacité de l'action publique et empêche une vision globale et cohérente pour l'avenir des enfants.

« Seul un ministère de plein exercice permettrait une approche holistique de l'enfance », rappelle Florine Pruchon, coordinatrice de la Dynamique pour les droits des enfants et responsable du pôle plaidoyer chez SOS Villages d'Enfants.

Ce ministère serait chargé de concevoir, mettre en œuvre et rendre visible une stratégie nationale intégrée, transversale et cohérente, tant dans l'hexagone que dans les territoires d'Outre-mer. Il jouerait également un rôle clé dans les politiques de développement et d'action humanitaire, en lien avec le ministère des Affaires étrangères.

Ce ministère devrait siéger de manière permanente au Conseil des ministres et intervenir sur les politiques publiques ayant un impact sur les enfants (immigration, justice, santé, éducation, protection, solidarité internationale...), en assurant une coordination interministérielle. Il aurait aussi pour mission de relancer, en lien avec le Haut-Commissariat à l'Enfance, le Comité interministériel à l'enfance, qui ne s'est pas réuni depuis 2023, et de défendre les moyens budgétaires nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'enfance dans les discussions budgétaires à venir.

Les enfants en ont plus que jamais besoin. Partout dans le monde, ils sont les premières victimes des crises et des conflits. En France, ils ne sont pas épargnés : l'inflation fragilise les familles, la précarité et le mal-logement s'aggravent. À la rentrée scolaire 2025, [plus de 2 100 enfants ont dormi à la rue](#), soit une hausse de 30 % par rapport à 2022. La santé mentale des enfants et

adolescents est un enjeu majeur, les violences à leur encontre augmentent, et le secteur de la protection de l'enfance traverse une crise sans précédent.

« Emmanuel Macron avait promis, à la veille de son second mandat, de faire de l'enfance une priorité de l'action publique. L'absence d'un ministre dédié dans ce nouveau gouvernement nous éloigne encore davantage de cette promesse », dénoncent les organisations de la dynamique inter-associative.

Qui sommes-nous ?

La Dynamique pour les Droits des Enfants rassemble 29 organisations non gouvernementales, associations et collectifs engagés dans tous les domaines de l'enfance en France et à l'international. Tous sont mobilisés pour porter d'une seule voix, en direction des décideurs publics, des messages de plaidoyer pour une meilleure effectivité des droits des enfants en France et dans le cadre de sa politique de coopération internationale. La Dynamique s'inscrit dans une démarche de dialogue avec les pouvoirs publics sur les enjeux liés aux droits des enfants, notamment en termes de participation et de gouvernance d'ici à la fin du quinquennat, soit 2027.

En savoir plus : <https://www.dynamiqueenfants.org/>

Contacts presse

- Florine Pruchon, Coordinatrice de [la Dynamique pour les droits des enfants](#), Responsable du pôle plaidoyer chez [SOS Villages d'Enfants France](#) – fpruchon@sosve.org – 06 63 04 19 74
- Carine Spinosi, Responsable du Pôle Presse Médias pour l'[UNICEF France](#) – cspinosi@unicef.fr – 01 44 39 17 49